

à Bullier, Pierre Beiso a abattu le fonctionnaire centriste Camille Montanari.

PROLETAIRES!

De même que l'auteur d'un vol crie au voleur pour pouvoir se défilier, les responsables moraux et matériels qui ont armé la main de Beiso crient: « au provocateur », à « l'assassin ».

Pierre Beiso, à notre connaissance, était un membre du parti communiste qui avait occupé des postes responsables et de toute confiance.

Tous les dirigeants du parti savent cela, mais ils le cachent pour justifier l'obscène et ignoble spéculation sur le cadavre encore chaud de Montanari.

Membre du parti, Beiso manifesta son premier dissentiment au sujet de l'entrée de la Russie dans la Société des Nations que Lénine appela « le repaire des brigands impérialistes ».

Son dissentiment devint une opposition irréductible quand Staline déclara que « la Russie Soviétique comprend et approuve la politique impérialiste des armements à outrance de la bourgeoisie réactionnaire française ».

Le centrisme italien, comme international, ne peut maintenir en son sein des manifestations de fidélité aux traditions révolutionnaires qui ont porté à la victoire d'Octobre 1917 et à la constitution de la IIIe Internationale; il recourra alors à ses moyens habituels qui ne se distinguent pas du banditisme politique. Une mise en garde paraîtra donc dans la presse contre Beiso, le dénonçant comme non inscrit au parti et comme provocateur.

Les responsables centristes resteront sourds aux nombreuses invitations d'apporter des preuves et de rectifier qui leur seront adressées par celui qu'ils avaient tué moralement.

La conséquence en a été deux victimes: une au cimetière et l'autre dans les galères capitalistes.

PROLETAIRES COMMUNISTES!

La presse centriste crie au provocateur et à l'assassin.

MAIS QUI SONT LES PROVOCATEURS, sinon ceux qui ont lié les mains du prolétariat révolutionnaire et se sont mis au service direct de l'ennemi capitaliste?

—QUI SONT LES PROVOCATEURS, sinon ceux qui ont prostitué le drapeau

des communards parisiens; le drapeau de l'insurrection prolétarienne et de l'Internationale révolutionnaire; qui se sont faufileés sous le drapeau tricolore en chantant la « Marseillaise », symboles avec lesquels Thiers massacra 30,000 communards?

PROVOCATEURS? Mais qui, sinon les parasites qui sucent le sang des prolétaires russes sous le prétexte du « socialisme en un seul pays », qui ont réduit l'Etat Soviétique et ce que fut la IIIe Internationale en des appendices de l'impérialisme français.

LES PROVOCATEURS sont ceux qui, profitant de la situation précaire du prolétariat révolutionnaire international, n'hésitent pas à employer l'arme ignoble de la délation policière ouverte; jettent des insultes et des calomnies infamantes contre les militants révolutionnaires qui entendent ne pas se plier devant une politique de corruption et de désagrégation du mouvement prolétarien.

ASSASSINS? Mais qui, sinon ceux qui ont sur la conscience les innombrables victimes provoquées par leur politique criminelle; les Ercoli, Garlandi, Gallo, etc., qui ont une responsabilité directe dans les fusillades et les déportations qui se vérifient en Russie contre les meilleurs combattants de la révolution mondiale.

Les Ercoli, Garlandi, Gallo, etc., qui ont condamné Calligaris et les autres, rescapés des îles de la déportation mussolinienne et qui meurent lentement de faim et de froid dans les steppes de l'insalubre Sibérie; voilà les assassins, les seuls et uniques assassins.

COMMUNISTES! PROLETAIRES!

Vous vous inclinerez avec nous devant les nouvelles victimes de la bureaucratie centriste, au service de l'Etat russe dégénéré, dont la politique est directement opposée aux intérêts de la classe prolétarienne et de la révolution communiste internationale.

Mais votre salut au fonctionnaire centriste tombé ne doit pas vous faire oublier que la conjugaison de la police bourgeoise et de la bureaucratie centriste contre les combattants révolutionnaires est, aujourd'hui, un fait accompli.

Poursuivant votre travail de clarification et de propagande pour le rétablisse-

ment des positions révolutionnaires, pour la formation des cadres des nouveaux organismes qui devront livrer l'attaque aux bastions du régime capitaliste (qu'ils soient démocratiques ou fascistes), vous éviterez de tomber dans la provocation intéressée et qui est constituée par le tissu de mensonges que publie la presse centriste, grâce à une spéculation macabre sur le cadavre de Montanari.

CAMARADES!

Votre compte avec les forces ennemies qui agissent au sein de la classe ouvrière

ne peut être réglé aujourd'hui, mais sera réglé avec la marche triomphante vers la révolution, vers le communisme. Pour préparer cette marche, il faut construire les fractions de gauche, les cadres de la révolution communiste.

A bas les traîtres d'hier, d'aujourd'hui et de demain!

Vive la fraction de gauche!

Vive la révolution communiste mondiale!

FEDERATION PARISIENNE
DE LA FRACTION

L'Italie en Abyssinie

Le 7 janvier 1935, en une « nuit historique », le renégat Laval serrait la main de Mussolini. Entre bandits le chemin de l'accord n'est pas bien difficile: il suffit d'esquiver les problèmes qui les opposent directement pour réaliser ailleurs leur butin. L'impérialisme français est, on le sait bien, pacifiste « par principe » et toute sa politique consiste à renforcer la Société des Nations, l'institution de la solidarité entre les « peuples » du monde. Grande bénéficiaire du carnage de 1914, la France ne songe qu'à une chose: sauvegarder ses conquêtes contre la convoitise qui se manifeste toujours plus vigoureuse de la part de « l'ennemi » allemand qui fut écrasé en 1918. Le système de la paix, la sécurité collective, la sécurité armée autant de formulations qui expriment la politique de celui qui, ayant avalé le gros morceau, parlera d'autant plus hautement de l'horreur de la guerre qu'il lui est horrible de penser que demain on pourrait lui arracher le fruit de ses rapines. Mussolini connaissait bien la chanson de la paix, il savait parfaitement qu'en abandonnant la position que l'impérialisme italien avait détenue pendant des années et qui consistait à appuyer les revendications allemandes, qu'en faisant miroiter devant son partenaire la perspective d'une opposition aux plans de l'Allemagne, il aurait eu partie gagnée, mais à une condition toutefois: ne pas empiéter sur le terrain de son compère. Et le marché fut conclu. Un coup d'éponge sur les précédentes revendications italiennes en Tunisie, la promesse de ne pas pousser la Hongrie sur les flancs de la Petite Entente, l'engagement de s'opposer de « toutes les forces de la civilisation » à l'Anschluss et l'accord s'est établi. En revanche on obtiendra l'assurance qu'en Ethiopie la voie sera laissée libre et que le chemin Addis-Abeba-Djibouti, la seule artère pouvant permettre une défense effective de l'Abyssinie ne sera pas mise à la disposition de l'agressé. Bien évidemment tout cela est en parfaite harmonie avec la politique de soutien de la Société des Nations et des pactes contre les agresseurs. Du moment que le but est de parer à une agression de l'Allemagne et que pour contrecarrer cette dernière, il faut laisser se développer une agression qui ne touche pas aux intérêts propres de la France, la doctrine de la Société des Nations est sauve: cette institution n'a-t-elle pas été fondée pour préserver la civilisation menacée par l'Allemagne? Et aujourd'hui cette civilisation ne peut plus se contenir, elle veut étendre sa mission à l'un des pays qui n'a pas encore eu le bonheur d'en éprouver les délices: en Abyssinie.

Un député socialiste qui avait besoin de justifier pour soi-même, à cette personnalité qui doit quand même se présenter aux ouvriers en tant que leur défenseur,